

Un des arguments principaux de la propagande contre le Parti Communiste du Pérou (Sentier lumineux) est que le PCP veut détruire toute initiative populaire, et concentrer, dans un sectarisme aveugle, ses attaques contre les cantines populaires et toute infrastructure humanitaire. Le Sentier lumineux massacrerait ainsi, une par une, des victimes innocentes, qui, en toute indépendance par rapport au gouvernement, n'ont d'autre but que d'alléger le sort de la population pauvre. Dans la presse internationale, mais également dans des publications tiers-mondistes, Maria Elena Moyano a été citée en exemple comme une « dirigeante de gauche, engagée, féministe, populaire et démocratiquement élue, qui se révolte contre l'injustice dans la société, se trouve sur les barricades, organise le contre-pouvoir, contre les spéculateurs et

souvent aussi contre l'armée et la police (nationale): la force de l'organisation propre». (Wee-Wee-krant, édition flamande de Oxfam - Wereldwinkels, avril 92) L'article qui suit nous donne des informations sur le rôle éminemment politique de figures comme Moyano. Il indique comment la Gauche «adulte et démocratique» s'insère dans la stratégie du gouvernement péruvien. Cela souligne une fois de plus l'importance de ne pas reprendre tel quel tout renseignement anti-Sendero, mais d'écouter tous les points de vue, y compris ceux qui défendent l'action du PCP.

L'article a été rédigé par Luis Arce Borja, directeur de l'édition internationale du journal péruvien *El Diario Internacional*, édité à Bruxelles. (MM)

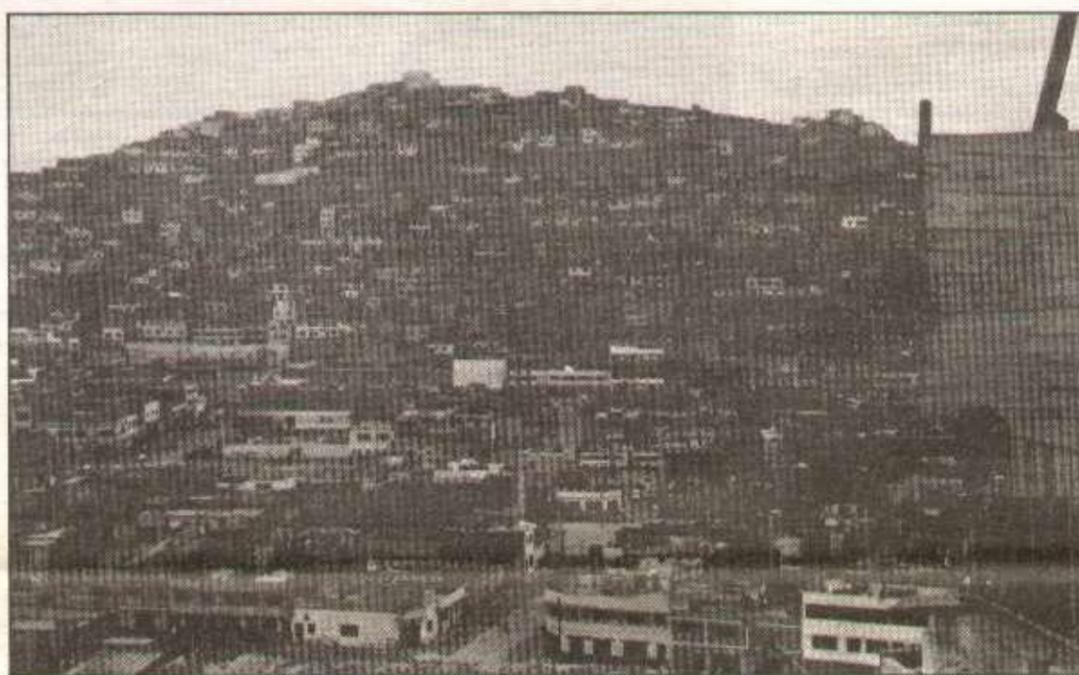
Chronique des vivants et des morts

«Mère Courage» et les idoles terrestres

Le 15 février, la guérilla péruvienne exécuta Maria Elena Moyano. Elle était surnommée «Mère Courage» par la presse de droite du Pérou ainsi qu'à l'étranger. Le gouvernement de Fujimori la présenta comme «martyre de la lutte contre Sendero». Son enterrement réunissait les représentants des partis politiques les plus réactionnaires du Pérou. Devant son cercueil défila le général Juan Bioness, ministre de l'Intérieur du régime actuel. Fujimori se fit représenter par Maximo San Roman, premier vice-président de la République. La crème de la droite et de la «gauche» officielle se donna rendez-vous autour de la dépouille de ce «leader populaire». Fernando Belaunde Terry, ex-président et chef de file du parti réactionnaire Action Populaire (AP) se joignit à l'appel. Felipe Osterling, président de la Chambre des sénateurs et dirigeant du PPC (Parti Populaire Chrétien) était également présent, ainsi que Ricardo Vega Iloña, dirigeant du Mouvement Libertad, qui représenta les grands industriels et hommes d'affaires du Pérou. La «gauche» officielle y envoya également ses dirigeants. Même Hugo Blanco, donna ses adieux à «Mère Courage».

«L'immolation du leader Mme M.E. Moyano est un symbole de la grande valeur et de l'abnégation du peuple péruvien ainsi que de sa sagesse». Ces paroles ne proviennent pas exactement du discours d'un humble représentant du peuple, elles sont du ministre actuel de l'Intérieur. (1)

Jamais dans l'histoire de la lutte sociale au Pérou, un dirigeant populaire, vivant ou mort, n'aura pu réunir une assemblée aussi distinguée ni n'aura pu se voir offrir des discours officiels de ce niveau. Non seulement des centaines et même des milliers de dirigeants populaires, paysans et simples personnes, ont été cruellement assassinés par l'armée et la police, mais ils se sont également vu refuser le droit à la sépulture, ainsi qu'à un enterrement décent. Au Pérou, depuis 1980, les cadavres isolés et les cimetières clandestins abondent. Combien de mères — mères cou-



Un des plus anciens bidonvilles dans le centre de Lima. Dans la seule ville de Lima, 5 millions de personnes vivent dans ces conditions. Les distributions de portions alimentaires financées par les USA et par les autres gouvernements impérialistes visent à maintenir le peuple dans cette mendicité.

rage dans le vrai sens du terme — n'ont-elles pas été brimées, maltraitées, réprimées et même emprisonnées pour avoir réclamé les restes de leurs fils assassinés?

Les masses et leurs faux dieux

Maria Elena Moyano, aimée et chérie par les pauvres du Pérou? La presse officielle, habituée à manipuler des faits et chiffres dut admettre que seulement 3.000 personnes assistèrent à l'enterrement de «Mère Courage», en majorité des militants des partis de la «gauche» officielle et de la droite, convoqués par l'entremise de la télévision et des moyens de communication gouvernementaux. Un important contingent de l'armée y participa également. En toute objectivité, que peuvent signifier 3.000 personnes — militaires, politiciens, ministres, ex-ministres, parlementaires et agents des services secrets — face aux 5 millions de pauvres qui peuplent les bidonvilles et quartiers pauvres qui entourent la capitale, ceux-là mêmes qui reçoivent les 1.400.726 rations journalières distribuées dans les 7.030 cantines populaires organisées par Mme Moyano? Où étaient donc les 300.000 habitants de Villa El Salvador qui, quotidiennement, reçoivent les 426.039 bols alimentaires des 1.174 cantines fonctionnant dans ce district dirigé par Mme

Moyano? Ou les 15.000 membres supposés de la Fédération des Femmes de cet immense bidonville, fédération dont elle était la principale militante.

Le peuple péruvien n'a jamais manqué de prouver sa solidarité et reconnaissance de classe envers ses dirigeants et leaders populaires. Au contraire, une des qualités de ces masses abandonnées du Pérou, est incontestablement leur amour profond envers les hommes et femmes qui se valorisent au cours de luttes héroïques. Au Pérou, on n'a pas encore oublié l'enterrement grandiose de Edith Lagos, jeune guérillera senderiste qui fut assassinée par l'armée en 1982 dans les hauteurs d'Ayacucho. Une foule estimée à 20.000 personnes accompagna la combattante jusqu'à son ultime demeure. Pourtant, jamais elle n'avait distribué d'aliments ni de verres de lait. Ayacucho, en 1982, était peuplée de seulement 69.500 habitants qui vivaient pour la majorité sous la terreur des forces répressives de l'Etat, et la guérilla entamait à peine sa troisième année.

La revue *Oiga*, qui a présenté «Mère Courage» comme exemple dans la guerre contre Sendero, se plaint amèrement, ne pouvant s'expliquer de manière rationnelle l'échec du gouvernement et des forces politiques officielles dans leur plan de regrouper les pauvres devant la dépouille de M.E. Moyano. Essa-

yant vainement de manipuler les masses, ils n'arrivèrent jamais à leur inculquer une haine envers la guérilla senderiste. La revue *Oiga*, mettant en doute la sensibilité humaine du peuple, écrit: «Le jour où sa dépouille mortelle fut enterrée, il n'y eut pas que des absents notoires, mais on peut également constater la désorganisation dont font preuve les différents secteurs représentant le pays face au problème numéro un qu'est la subversion. La presse nationale est également responsable de ce manque de sensibilité et de conscience face au symbole qu'est l'assassinat de M.E. Moyano, maire de Villa El Salvador, n'ayant montré aucun effort pour convoquer le peuple à cet hommage que Villa El Salvador organisait en l'honneur de son héroïne morte devant l'ennemi numéro un du Pérou. Pourra-t-on jamais remédier à ce manque de sensibilité humaine, cette absence de solidarité patriotique, cette étroite conscience dans laquelle baigne le Pérou profond?» (2)

Qui était «Mère Courage»?

Ce n'est pas le peuple qui la dénomma «Mère Courage». Ce surnom exagéré lui fut donné en décembre 1991 par la revue *Caretas*, connue pour ses connivences avec la police antiterroriste et avec les groupes paramilitaires du parti APRA. C'est dans diverses édi-

tions de la revue *Caretas* que l'on peut voir clair dans les réelles activités de M.E. Moyano. La revue écrit notamment: «A la tête d'une assemblée de mères de famille et de dirigeants populaires, elle a défié Sendero lors de plusieurs occasions et empêcha que ce mouvement puisse avoir un quelconque appui à Villa El Salvador. Si ceci est une guerre, on peut dire que l'assassinat de Moyano équivalait à la disparition d'un des généraux les plus efficaces de cette campagne.» (3) Mais il n'y a pas que cette revue d'extrême droite qui affiche cette opinion. Les journaux *Expresso*, *La Republica* et *Oiga* marchent également la main dans la main avec l'extrême droite. Le journal *Expresso* écrit à ce sujet: «Dans une précédente édition de *Expresso*, nous vous signalions que la gauche voulait faire croire au pays que, tant que représentante des organisations populaires, elle était seule à vouloir faire opposition à l'expansion de la subversion dans les quartiers marginaux de Lima. Il n'en est pas ainsi. Ce n'était pas la gauche qui empêchait cette progression, mais c'était elle, seulement elle: M.E. Moyano.» (4) Maria Elena Moyano n'a pas nié son intention première, elle le répéta lors d'une de ses dernières déclarations publiques: «Dans ce pays, la seule force qui peut vaincre certainement le Sendero, c'est la gauche...» (5) *Oiga* fait le commentaire suivant: «Le plus caractéristique en ce qui concerne ses activités publiques fut ce combat obstiné contre les groupes subversifs et en particulier Sentier Lumineux.» (6) M.E. Moyano était militante du Mouvement d'Affirmation Socialiste (MAS), dont les dirigeants principaux sont Henry Pease et Rolando Ames. Le MAS fait partie de la coalition Gauche Unie (IU) qui promouva le triomphe électoral d'Alberto Fujimori et donc favorisa la débâcle définitive du Pérou. Gloria Helfer, militante du MAS, fut le premier ministre de l'Éducation du gouvernement actuel. Depuis 1989, «Mère Courage» se convertit en vice-maire de Villa El Salvador, en y représentant le vieil Etat néo-colonial péruvien. Elle fut une des dirigeantes principales de la Fédération des Femmes de Villa El Salvador. Elle occupa des postes élevés à la direction des cantines populaires et de l'organisation «Verre de lait», organisations créées et dirigées par tous les

partis politiques officiels ainsi que par le gouvernement, l'église et certaines organisations non gouvernementales pro-américaines.

Les cantines de la manipulation

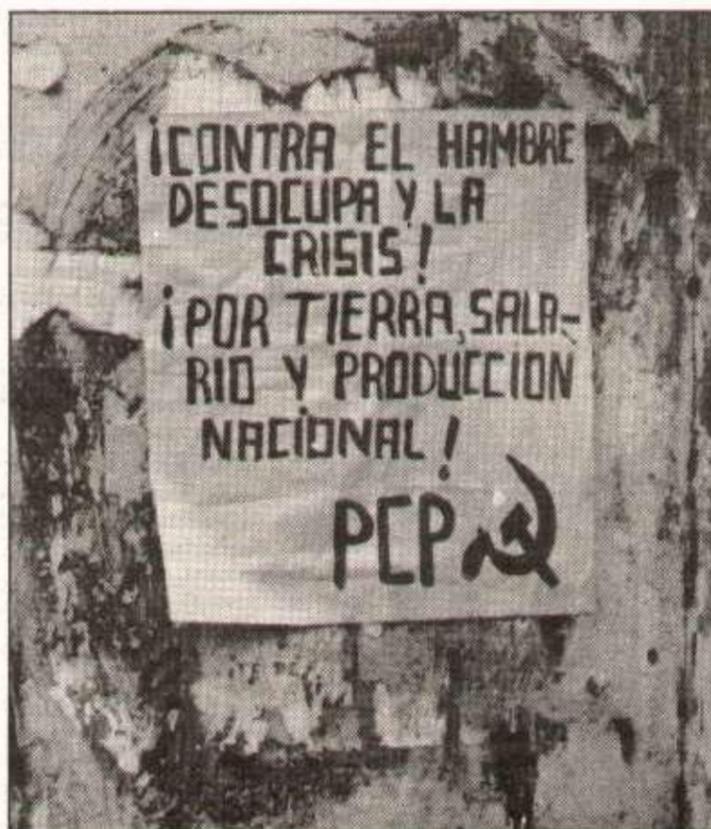
Les «Cantines populaires» et le «Verre de Lait» reçoivent une aide financière des Etats-Unis, de la Hollande, de l'Espagne, de l'Allemagne, du Canada et d'autres pays encore. Le plus souvent, l'argent arrive par voie directe ou par l'intermédiaire des ONG et également de Caretas (église catholique), OFASA (église adventiste), AID (Division de l'Alimentation pour le Développement dirigée par l'Ambassade nord-américaine à Lima), la Banque Mondiale (BM) et d'autres institutions.

L'administration américaine a été la plus active pour développer des programmes d'assistance dans les zones pauvres du Pérou. Entre 1980 et 1989, elle accorda en aliments et en argent, la somme de 16 millions de dollars par an. Cette somme augmenta jusqu'à 41 millions de dollars depuis août 1990, date des mesures économiques brutales appliquées par Fujimori. Pour 1992, les Etats-Unis prévoient d'augmenter l'aide à 75 millions de dollars. (7)

Derrière ces couvertures que sont les «Cantines populaires» et le «Verre de Lait», se cache un trafic idéologique et politique et une manipulation directe des masses. L'objectif est de maintenir cette masse énorme de population, pauvre à l'extrême, dans une situation de mendicité, sans esprit critique, sans volonté de lutte, ne pensant pas à autre chose qu'à sa ration alimentaire quotidienne «généreusement» offerte. Grâce à la charité et aux dons d'aliments, les généreux donateurs américains et allemands espèrent faire oublier les véritables causes de la faim et de la misère de millions de Péruviens. Le but est de sauver le système oppressif.

Ainsi s'explique le fait que tous les partis officiels, droite et «gauche», et même l'armée, aient développé des centaines de «programmes de survie». Violeta Correa de Belaunde, épouse de l'ex-président péruvien Belaunde (1980-1985), fut très active dans la création des «cuisines familiales» dans les bidonvilles de Lima. Pilar Nores de Garcia, épouse de Alan Garcia, président de 1985 à 1990, prit en charge le programme d'Assistance Directe (PAD) et, à partir de cette institution, forma les deux mille «Clubs de Mères» qui furent ensuite convertis en cantines populaires. Actuellement, le parti APRA contrôle 2.500 cantines dans les quartiers pauvres de la capitale. Et même Susana Fujimori vise, à travers son travail d'assistante dans les bidonvilles, sa future candidature à la municipalité de Lima! Les militaires n'ont pas été exclus de ce processus. En même temps qu'elle séquestre, torture et assassine, l'armée distribue également des aliments... Ces manoeuvres sont appelées «Action Civique». «L'armée effectue, dans les bidonvilles, des opérations de caractère civique, en distribuant de la nourriture et en prestant de soins médicaux dans le but de se rapprocher de la population.» (8)

Ces dernières années, la majorité des organisations politiques offi-



«Contre la faim, le chômage et la crise. Pour la terre, le salaire, l'indépendance nationale». C'est un des nombreux slogans du Parti Communiste du Pérou (PCP ou Sendero) qui fleurit aujourd'hui, en même temps que des dizaines de drapeaux du parti, dans le bidonville de San Cosme à Lima. Maria Elena Moyano («Mère Courage»), quant à elle, promettait en septembre 1991 aux hommes d'affaires péruviens de tout faire pour «vaincre Sendero», entre autres en organisant les Rondes urbaines. Mais le 9 février 1992, le PCP a gagné, dans le propre quartier de Moyano - Villa El Salvador - les élections au sein de l'Association des petites entreprises.

cielles du Pérou ont centré leurs campagnes électorales sur les «Cantines populaires» et le «Verre de Lait». Leur objectif peut être schématisé par la relation Faim-Aliments-Vote. Par exemple, Alfonso Barrantes Langan, candidat à la présidence de la Gauche Unie aux élections de 1985, promettait à ses électeurs un million de verres de lait par jour. Il perdit les élections. Henry Pease, candidat de la Gauche Unie en 1990, alla plus loin et se compromit jusqu'à proposer des aliments gratuits pour tous les pauvres du pays. Personne ne le prit au sérieux et même ses partenaires politiques ne votèrent pas pour lui. «Nous veillerons à ce que les secteurs les plus nécessiteux du pays soient pourvus en aliments, santé et logements. Nous amplifierons immédiatement les programmes de Caretas, cantines populaires, cuisines, verres de lait, assistance directe, etc., afin de pouvoir couvrir les secteurs sociaux en besoins urgents.» (Plateforme d'urgence de la Gauche Unie, mars 1990)

Guerre et cantines

Les cantines occupent une place stratégique importante dans les plans de l'Etat et de l'impérialisme. Maria Elena Moyano le reconnut, affirmant: «Ce pays aurait explosé beaucoup plus tôt s'il n'y avait pas eu le travail solidaire des organisations populaires.» (9) La même opinion est exprimée dans Ayllu, revue qui, lors de sa courte existence, était liée à l'APRA et à la Gauche Unie: «Ces organisations, leurs dirigeants, leurs militants, ainsi que leurs oeuvres déjà accomplies forment un bouclier érigé entre le harcèlement annoncé par Sentier Lumineux dans la ville de Lima.» (10) Ce n'est donc pas par hasard que nombre des 360 ONG opérant au Pérou et qui manipulent des budgets établis en millions de dol-

lars, aient centralisé leur travail dans ces «programmes de survie». Plus de 200 ONG sont implantées dans les quartiers pauvres de Lima. Ces organisations sont devenues un des éléments de la machine de l'Etat, par les millions de dollars manipulés, par leurs liens avec l'Etat, par leurs relations internationales, par l'importance de leur infrastructure. Les Cahiers du Travail expliquent cela de la façon suivante: «L'Etat a choisi de se replier, ou de réduire son rôle consistant à atténuer les effets des restrictions sur la population à grand risque. Ces fonctions ont été déléguées aux institutions privées, comme par exemple, dans le cas de l'alimentaire, à l'Eglise, aux ONG et aux groupements populaires, qui, malgré leurs efforts, n'arrivent pas à leurs fins face aux souffrances du peuple.» (11)

Contre-insurrection et Rondes Civiles

On a beaucoup parlé des liens entre «Mère Courage» et les cantines populaires, mais on a toujours gardé un profond silence sur les liens existant entre Madame Moyano et les plans anti-insurrectionnels de l'armée et du gouvernement. La contribution de Moyano aux plans militaires du régime se situait dans l'organisation des tours de garde, nommés «Rondas», afin d'affronter Sentier Lumineux, activité qu'elle n'a par ailleurs jamais désiré occulter. Au contraire, la presse de droite en fit une grande publicité. Longtemps avant sa mort, la revue Caretas la dénommait «héroïne civique nationale» du fait de sa contribution à la formation des Groupes de Défense Urbaine. (12) Le principal problème du gouvernement est la guérilla et sa progression vertigineuse vers la prise du pouvoir. Dans les plans anti-insurrectionnels organisés par les Nord-Américains et les Forces Ar-

mées du Pérou, il est prévu d'utiliser le rapport «peuple contre le peuple», c'est-à-dire l'obligation pour les paysans et les habitants des zones concernées de s'opposer à la guérilla. Ceux-ci constituent donc la chair à canon. L'armée, protégée par ses lois et règlements, organisa des paysans en «Groupes de Défense Civile» dans les zones rurales. Celles-ci ont les mêmes caractéristiques que les «Villages Stratégiques» organisés par les troupes yankees lors de la guerre du Vietnam. Selon les statistiques officielles, l'armée organise actuellement 526 rondes paysannes sur quatre fronts de la guerre: le Mantaro, Huamanga, Huallaga, Ucayali. Certains membres de ces Rondas ont été choisis dans des organisations liées au trafic de drogue. Ces mêmes membres sont accusés par les paysans de commettre des crimes horribles en collaboration avec l'armée et la police, sans oublier les actes de vandalisme auxquels ils recourent quand ils font incursion dans des villages désarmés (vols, viols, tortures, séquestrations). Alan Garcia fut le premier président à leur procurer des armes. Aujourd'hui, c'est Fujimori qui se charge de pourvoir ces bandes paramilitaires en armes. La progression de la guérilla s'opère lors de rudes combats contre les militaires et les gardes civils. Des centaines de membres de ces «Rondas» et «Defences Civiles» ont été éliminés par les révolutionnaires de Sendero. La propagande du gouvernement présente ces faits sous ces termes: «Le Sentier Lumineux assassine des paysans.»

Les Rondes Civiles, de la campagne à la ville

Les pratiques effectuées en province par l'armée ont maintenant été appliquées dans les villes et en particulier à Lima, dans ses zones pauvres. Des troupes militaires prennent d'assaut des dizaines de quartiers populaires. La guérilla, arrivée au stade de l'équilibre stratégique pour la guerre populaire, grandit et se fortifie dans les zones urbaines pauvres.

«L'état entre la campagne et la ville se resserre comme un ceinturon de fer», dit le Parti Communiste du Pérou (PCP). La presse officielle, même celle travaillant pour le compte des ONG, n'a jamais caché ses craintes: «La guerre fait son apparition dans les quartiers populaires», annonce la revue Ideele dans un long article. La Republica la suivit, ainsi que d'autres revues qui, non seulement ont ainsi attiré l'attention du gouvernement, mais ont également exigé d'appliquer la manière forte contre les maoïstes.

Avec la misère grandissante, la carence de services publics, l'indifférence de l'Etat, les mauvais traitements policiers et surtout les conflits dans la distribution des terres, la violence est entrée avec force dans ces zones défavorisées. Ideele en dit ceci: «Lors de certains événements, comme ceux arrivés dans le bidonville "Feliz Raucana", quelques médias ont mis en lumière certaines évidences dans les théories et pratiques de la guérilla.» (13) Cependant, l'encerclement de Lima n'est pas une crainte sans fondement. Sendero a

1^{er} MAI PTB

Pérou, le Viêt-nam des années 90?

Sur fond de misère, de choléra, de mortalité infantile, d'hyperinflation, de dette et de répression, la guerre populaire remporte des victoires successives. A quand une intervention américaine? * Luis Arce Borja, directeur de "El Diario Internacional" * Paul Lever, PTB, a visité le Pérou en avril. * Un représentant "Sol Peru", Paris.

commencé, lentement mais efficacement, à démonter le mécanisme de défense élaboré par l'Etat dans différents centres périphériques de la province de Lima. «La montée de Sendero Lumineux dans les provinces de Lima est une réalité. Mais cela ne signifie pas que la chute de la capitale soit imminente.» (14)

«L'amplification de son action peut être expliquée de manière tout à fait logique sans qu'il ne soit utile de présenter des faits. Son rythme de progression a été depuis le début de la guerre ininterrompu et il va en s'accélération au fur et à mesure que la masse de ses affiliés et le territoire sous leur contrôle augmentent.» (15)

«Je pense que, surtout dans les environs de Lima, ils (les Senderistes) sont en train d'accumuler un potentiel de forces de plus en plus important. Leur pouvoir réel est beaucoup plus grand que ce qu'ils nous laissent entrevoir.» (16)

La plus grande inquiétude du gouvernement est la montée de la guérilla dans les bidonvilles de Lima. La «gauche» officielle en a été particulièrement affectée du fait qu'elle a toujours été habituée à manipuler les intérêts des travailleurs et qu'elle s'est toujours considérée comme la principale représentante des masses. Elle se voit dépassée par la situation et sait qu'elle risque de perdre ses avantages. Il ne faut pas oublier que, si, dans certains cas, la «gauche» officielle a été reconnue comme partenaire par le grand capital, c'était principalement dû au fait qu'elle contenait encore dans ses rangs une foule considérable de travailleurs. Voilà en quoi, précisément, l'avance de la guerre populaire a changé radicalement les forces en jeu. Par ailleurs, pour tous les groupes formant la «gauche» officielle, se présenter devant les organismes financiers internationaux, devant les ONG d'Europe et d'ailleurs, en tant que dirigeants d'organisations de base, leur a permis de bien se remplir les poches. Une telle tactique leur garantissait une certaine liberté dans le système de corruption du pouvoir. Mais tout ceci est bel et bien fini. Suite à la guerre populaire, de sérieux problèmes internes éclatèrent dans leurs différents partis. Ils contrôlent les Cantines populaires et distribuent l'alimentation. Mais déjà, les masses ne croient plus en eux. La Gauche Unie, comme la

droite, ont perdu toute influence et tout pouvoir de manipulation sur les masses pauvres qui se tournent vers la révolution.

«*Tout semble indiquer que, dans le bidonville Feliz Raucana, connu dans le passé pour sa marginalité et sa pauvreté, le Sentier Lumineux aurait réussi à satisfaire les besoins légitimes de la population dans le domaine de l'ordre et de la sécurité, par exemple en lui garantissant la propriété définitive de terrains pour des logements, en utilisant les moyens dont elle dispose pour l'obtenir. L'efficacité de la guérilla, là où échouèrent les autorités et les partis politiques peut être une des réponses à la question qu'on se pose sur cette association entre le projet du Sentier Lumineux et la population marginale urbaine.*» (17)

Quand Sendero gagne des élections...

Et le pire pour les défenseurs du néo-colonialisme c'est que la guérilla senderiste les provoque au combat sur tous les terrains. Le prestige des maoïstes est tel qu'ils entrent dans les institutions légales érigées par la droite elle-même. Par exemple, récemment, le 9 février 1992, des élections furent réalisées au sein de l'Association des Petites Entreprises de Villa El Salvador (APEMIVES). La liste appuyée par la Gauche Unie et Mère Courage échoua. La presse de droite s'alarme: «*Que se passe-t-il au Pérou? Sentier Lumineux gagne les élections à Villa El Salvador.*» M.E. Moyano et Michel Azcueta (les deux perdants), utilisant la presse officielle, accusèrent de «terrorisme» les membres de la liste gagnante. Le chantage ne se fit pas attendre. Ils menacèrent d'invalidier les élections et de bloquer l'aide financière! L'APEMIVES a reçu comme appui près de deux millions de dollars d'Espagne, du Canada, de la Belgique et de la Hollande. Cet argent est encore géré par ses anciens dirigeants qui étaient en lien étroit avec la Gauche Unie et les ONG. La revue *Ultima Hora* plaide pour une analyse de cet événement: «*Le triomphe d'une liste ouvertement appuyée par Sentier Lumineux lors des élections internes pour rénover la direction de l'APEMIVES nous oblige à analyser les circonstances politiques et sociales qui font que ce phénomène puisse se produire, et ce dans le but de trouver une explication qui nous serve de leçon.*» (18)

...Les réformistes se mettent au service de l'armée

A ce sujet, Ricardo Vega Ilono, homme d'affaire et parlementaire de droite affirme que «*le projet de créer des Rondes Urbaines permettra de s'opposer à l'avance de la guérilla.*» (19) L'organisation des Rondes urbaines, ainsi que le contrôle de l'armée sont les seuls recours qu'il reste au gouvernement, à la Gauche Unie et aux autres partis de droite pour contrer la progression des maoïstes. Rolando Ames, dirigeant du Mouvement d'Affirmation Socialiste (MAS) depuis 1991, proposa «*un accord entre tous les partis afin de développer les Rondes urbaines en tant que forme d'autodéfense.*» (20) A



Femmes péruviennes qui préparent de la nourriture pour les pauvres dans une cantine populaire du bidonville San Cosme. «*Sendero est étroitement lié aux masses qui vivent dans la misère. Il ne s'oppose pas aux Cantine populaires et au Verre de lait. Mais Sendero protège ces organisations contre la manipulation émanant des réactionnaires au sein de leurs directions.*», écrit Luis Arce Borja.

la demande expresse de la Gauche Unie, la Chambre des Députés éditait le décret 1716 (février 1992) qui approuve la création des «Rondes urbaines» et des «Comités d'Autodéfense». Selon les dispositions parlementaires, ces organismes bénéficieront d'armes à feu et seront sous le contrôle de commandos militaires. «*Le président de la commission spéciale sur la violence, le sénateur Enrique Bernales Ballesteros (Gauche Socialiste, IS) qualifia d'élément capital la création de Rondes paysannes et urbaines pour obtenir un succès dans la lutte contre la subversion; les premières de ces Rondes ayant empêché que Sendero Luminoso ne pénétre et domine la campagne.*» (21)

M.E. Moyano, représentant la Gauche Unie et l'Etat, était bien connue pour être une partisane et organisatrice active de ces Rondes urbaines censées contenir la poussée de Sendero Luminoso. Elle s'en vanta lors d'une interview: «*Organisez-vous les Rondes urbaines («Rondas urbanas» en espagnol, ndlr.)? — En effet, nous organisons des Rondes de voisinage tout en étant actifs au sein de nos comités. Nous nous connaissons tous... Si le peuple se mobilise et centralise ses efforts, nous pouvons vaincre Sendero Luminoso. Les choses ne seront pas faciles, mais ne sont pas impossibles.*» (22) C'est la même «Mère Courage» qui confirme devant les plus grands hommes d'affaires du Pérou — les principaux responsables de la faim au Pérou — sa décision de défendre l'Etat contre la menace de la guérilla. Elle fit cette offre lors de la réunion annuelle des cadres supérieurs du Pérou (CADE 91). Quasi tous les médias du pays diffusèrent ce discours de Moyano. «*Ainsi qu'elle l'avait exprimé lors de la conférence annuelle des cadres de l'an passé, une des voies à suivre était de confier aux citoyens et à leurs comités de base la tâche d'établir*

des systèmes d'autodéfense. L'absence de l'Etat dans ce domaine doit être comblée grâce aux efforts communs des concitoyens.» (23)

Le rôle de M.E. Moyano, ainsi que ses activités, doivent être considérés dans le cadre de la dynamique et des objectifs politiques de la coalition Gauche Unie, coalition au sein de laquelle elle militait activement. La Gauche Unie, via le parlement, les organisations de base, les médias, les ONG coopère à la militarisation du pays, par exemple par l'intermédiaire des Rondes et Groupes de Défense Civile qui sont maintenant utilisés par l'Etat dans sa lutte antiterroriste. Leurs nombreux subterfuges utilisés pour cacher leur complicité avec l'armée et la police furent inutiles. Les faits et preuves démontrant la collaboration des dirigeants de la Gauche Unie avec les plans criminels des militaires abondent. Par exemple, Henry Pease, leader et candidat à la présidence de la Gauche Unie en 1990, déclara lors de sa campagne électorale: «*Selon la Gauche Unie, l'argent que le pays dépense pour l'armée — dépenses lourdes en sacrifices — justifie le fait que le rôle des militaires soit immédiatement valorisé. Ceux-ci deviennent ainsi une force politique visant au développement national. Ce rôle doit être reconnu par la constitution. Cela nécessite, dans la pratique, l'émergence d'une nouvelle relation entre les civils et l'armée.*» (Aux combattant pour la vie et la paix, mars 1990)

L'armée, c'est la terreur contre le peuple

Il devient donc normal que la Gauche Unie, et spécialement «Mère Courage», aient fait sourde oreille face aux crimes commis par les militaires dans les zones pauvres de Lima. Prétendant la lutte contre la guérilla, les forces armées ont appliqué depuis les premiers mois

de 1990, une répression brutale contre les populations des quartiers pauvres. Le 6 septembre 1991, 500 effectifs de l'armée ont attaqué et mis sous leur contrôle le bidonville Feliz Raucana, zone pauvre qualifiée par la gauche et le gouvernement de «base d'appui du Sentier». Le jour de l'invasion, les soldats ont séquestré et assassiné d'une manière féroce Johny Pablo Velez, habitant de ce quartier. Les jours précédents, les troupes responsables de la répression et de la terreur à Raucana ont séquestré et tué les dirigeants Fausto Fernandez et Alex Caceres. Trois crimes durant les premiers jours de présence militaire dans ce quartier. Avant cela, Victor Caccha, secrétaire général de Raucana, fut emprisonné et torturé sauvagement par la police antiterroriste. Il se trouve toujours en prison, accusé d'activités terroristes. L'armée, lors de son action de vandalisme à Raucana, a totalement détruit l'organisation sociale de ce bidonville, la cuisine commune, les logements communs, les puits d'approvisionnement en eau, tout ce qui fut construit grâce à l'effort de ses habitants sans avoir eu à demander l'aumône aux organisations internationales. Et tout cela ne fut jamais relaté par Madame Moyano. Au contraire, elle alla jusqu'à plaindre les membres de l'armée. Voilà ce qu'elle déclara lors d'un reportage intitulé «*Sentier Lumineux sera vaincu*», en répondant à la question: «*Une relation harmonieuse avec l'armée ne serait-elle pas profitable?*»: «*Il faut que l'armée change son image face au pays. Il y a peu, elle est allée à Raucana pour y distribuer des vivres. Malheureusement, les habitants ont accepté les aliments, mais ne veulent pas prendre parti pour ceux-là mêmes qui les ont aidés. Je pense qu'il est important que l'armée aide la population lors de travaux d'aménagements, constructions de routes, canalisations d'eau.*» (24)

Invoyer «les masses» pour aider l'Etat répressif

Le cas Raucana démontre comment la Gauche Unie et les ONG, dont fait partie Madame Moyano, ont non seulement commandité et favorisé l'intervention militaire dans cette zone, ainsi que dans d'autres bidonvilles de Lima, mais l'ont aussi justifiée. A ces fins ont été scandés les éternels vieux arguments usés: «*Front large pour la paix et le développement*», répété par tous les fonctionnaires de la Gauche Unie, «*Contre la faim et la terreur*», rengaine utilisée même par le gouvernement de Fujimori, «*Respect pour les organisations de base*», «*Organiser l'autodéfense des masses*»: slogans qui n'ont servi qu'à préparer le terrain au crime et à la répression.

Voici quelques preuves des activités peu catholiques de la Gauche Unie et de ses dirigeants, l'une provenant de la revue *Quehacer* (publication de DESCO, ONG fondée et dirigée par Henry Pease, leader de la Gauche Unie et militant du MAS), les autres de la revue *Ideele*, éditée et financée par une ONG. Ce sont ces mêmes articles qui ont servi à alerter le gouvernement sur la présence maoïste dans les bidonvilles et à transmettre la volonté de la Gauche Unie de voir la répression appliquée contre les

forces du Parti Communiste du Pérou (Sentier Lumineux). Les assassinats, séquestrations et tortures qui suivirent furent des conséquences de cela et des nombreuses activités des membres de la Gauche officielle. En juillet 91, *Quehacer* écrit: «*Il est certain que nous désirons attirer l'attention sur l'expérience désintéressée tirée de la pensée de Mao, expérience de "nouveau pouvoir", "nouvel Etat", des comités ouverts gérés par l'intermédiaire de responsables de production, de sécurité, des problèmes de quartier, etc. Expérience se développant à 8 km de Lima et à moins de 1 km du Fond Barbadillo de DOES (police antiterroriste). Et si on en croit les informations circulant dans certains milieux et les commentaires faits par certains dirigeants populaires, nous pouvons conclure que de nouvelles expériences (aménagement politico-militaire dans sa dernière phase) existent dans les environs de Canto Grande et dans le cône sud de Lima. Ne doit-on pas y voir le sujet principal d'une stratégie et d'une étape de la guerre? Malheureusement, ni la classe politique, ni le gouvernement ne semblent l'avoir compris ainsi.*» (25)

«*Ce que Sentier Lumineux recherche dans les bidonvilles*» est le titre d'un article de la revue *Ideele* (organe des ONG) où il est demandé au gouvernement «*une réponse intelligente face à la montée de Sentier Lumineux*». Cela signifie, naturellement qu'ils demandent plus de répression et de crimes contre le peuple. Le texte, de juillet 91, est ainsi rédigé: «*Les quartiers populaires de Lima sont la principale priorité dans l'étape actuelle de la guerre. Il est certain que l'influence du Sentier Lumineux dans ce secteur va aller en augmentant dans les prochaines semaines et mois, si le gouvernement et les organisations populaires de la zone ne trouvent pas une réponse intelligente.*» (26) Et *Ideele* ajoute, en octobre 91: «*Une prise de conscience de l'Etat et des autorités politiques du pays à propos de la gravité du problème manque cruellement pour pouvoir assumer et planifier le véritable combat contre Sentier Lumineux, combat qui doit être politique et militaire.*» (27)

Militariser les bidonvilles, la dernière carte à jouer

Preuve est faite que la Gauche Unie mise à fond sur une intervention militaire à découvert dans les bidonvilles pour y maintenir ses privilèges. Et nous ne spéculons pas avec l'information. Une édition récente de la revue *Si* (mars 1992) nous informe que l'armée a entamé un projet pilote d'organisation de rondes urbaines dans la capitale Lima. Cela sous le commandement du fameux général Juan Valdivia, chef de la deuxième légion militaire, officier accusé d'être responsable du massacre de Cavara, le 14 mai 1988, au cours duquel ses troupes assassinèrent brutalement 29 paysans, séquestrèrent et éliminèrent ultérieurement une douzaine de témoins. Le contingent militaire a choisi, comme base des opérations, pour démarrer son plan pilote un local de la municipalité de San Juan de Lurigancho dont le maire est Pedro Zazzali Pena, militant de la Gauche Unie, qui s'était

Suite page 15

Congrès du syndicat LAB

Syndicalisme de combat au pays basque

Du 19 au 21 mars, a eu lieu à Bilbao le congrès du syndicat basque LAB (Langile Abertzaleen Batzordea en basque, Organisation des travailleurs patriotes en français). Le LAB lie la défense des intérêts directs des travailleurs à la lutte pour la libération nationale basque et pour le socialisme tout en développant la solidarité internationale des travailleurs contre le capitalisme et l'impérialisme.

Le LAB compte 3000 délégués et a obtenu 15 % des voix des salariés basques lors des dernières élections sociales. Il y a quelques mois, la section syndicale du PTB et plusieurs syndicalistes belges ont eu l'occasion de rencontrer une délégation du LAB, en visite en Belgique. Les camarades Pablo Demoor et Renilde De Bruyne ont représenté la section syndicale du PTB au congrès du LAB. Ils nous font part ci-dessous de leurs impressions.

Nous avons été très chaleureusement accueillis. Il y avait aussi des camarades de Canarie, de Valencia, d'Anda-

lousie, de Corse et de France. Le gouvernement espagnol avait refusé un visa aux camarades cubains et la délégation palestinienne a dû renoncer pour des raisons financières.

Pendant deux jours et demi, les congressistes ont débattu la ligne syndicale, la conjoncture actuelle et l'organisation. Nous avons été très impressionnés par le niveau politique et organisationnel ainsi que par leur comportement progressiste, internationaliste, l'esprit de camaraderie et leur choix clair pour une société socialiste. Pour pouvoir suivre correctement et facilement, chaque paragraphe des trois textes était numéroté et repris à côté de chaque amendement. Dans les interventions de plusieurs camarades du secteur automobile, nous avons pu découvrir pas mal d'éléments d'analyse du livre "Le temps travaille pour nous" sur les nouvelles méthodes de travail, le just-in-time, le danger du management participatif et la nécessité de le combattre. Ces camarades ont dénoncé les licenciements en douceur comme les prévisions sans remplacements par des jeunes car la situation des jeu-

nes est catastrophique au pays basque. L'intervention des femmes était magistrale; une camarade a souligné l'importance du rôle de la femme, son travail non rémunéré, son manque de participation politique due à la politique de la femme au foyer. Une autre soulignait que dans le syndicat également, il ne suffisait pas d'être d'accord mais de le démontrer dans la pratique, par exemple en partageant les tâches ménagères afin de permettre la participation et la prise de responsabilité par les femmes. Il y avait aussi de très bonnes interventions et des réaffirmations de la nécessité absolue qu'un syndicat doit faire de la politique. Ceux qui disent le contraire, a souligné un intervenant le font eux-mêmes; il n'y a pas de syndicalisme apolitique, regardons par exemple Solidarité de Walesa.

Le syndicat LAB a réaffirmé sa volonté de lutter pour un changement de société, c'est-à-dire pour le socialisme ainsi que pour la libération du peuple basque de l'Etat espagnol. Devant notre étonnement sur cette combinaison de nationalisme et socialisme, ils nous

ont expliqué sans cesse l'importance qu'il accordent à la solidarité avec les autres peuples travailleurs, y compris les "Espagnols". Ils nous ont parlé amplement de la violence de l'Etat espagnol contre le peuple basque. Il y a quelques semaines, disaient-ils, les chars étaient dans les rues de Bilbao; chaque nuit, des représentants, de la "démocratie" espagnole tirent de jeunes Basques de leurs lits pour les faire disparaître.

Nous avons aussi diffusé notre matériel dont pas mal de camarades connaissent déjà l'existence et appréciaient le haut niveau, notamment les articles sur la guerre du Golfe. Nous avons vendu des livres, des brochures, des badges et fait quelques abonnements à Solidaire pour 22.000 FB au total. Dans la campagne, qu'ils mènent actuellement pour la défense de Cuba socialiste, ils vont vendre nos badges. Toutes ces choses sérieuses se sont terminées dans une énorme fête populaire, qui reflétait leur inlassable volonté de vivre, invaincue malgré les coups de l'impérialisme. Nous nous sommes quittés avec la ferme volonté de nous

1^{er} MAI
PTB

Colonialisme et répression en Europe

L'Irlande du Nord et le pays basque forment depuis des années un laboratoire pour l'armée, la police et les services secrets. Les accords de Schengen confèrent une dimension européenne à cette répression. Au 1er Mai, s'exprimeront un représentant du Sinn Féin, aile politique des républicains, et Karmelo Lauda, europarlementaire d'Herri Batasuna, parti politique du mouvement national basque.

rencontrer au 1^{er} Mai du PTB à Bruxelles.

PABLO DEMOOR
ET RENILDE DE BRUYNE

Gouvernement belge et socialistes au Kurdistan: hypocrisie sur les droits de l'homme

93 morts, dont 10 enfants: voilà le bilan du massacre perpétré par l'armée turque lors de ses interventions dans quatre villes du Kurdistan turc pendant la fête kurde du nouvel an le 21 mars 1992. Plusieurs centaines de blessés n'osent pas se faire soigner à l'hôpital de crainte d'être arrêtés. Depuis 1980, l'état d'urgence est en vigueur dans la région, et depuis 1990, le gouvernement turc y a suspendu la Convention européenne des droits de l'homme.

Après les événements, le couvre-feu total a été décrété dans plusieurs villes kurdes. Surtout dans la ville de Simak, de nombreuses habitations ont été détruites par les bombardements et les pillages systématiques de l'armée turque. Depuis fin mars, l'armée turque continue de bombarder les villes kurdes dans le Kurdistan turc, mais également dans les provinces kurdes du nord

de l'Irak. Les belles paroles du nouveau gouvernement turc, formé par le libéral de droite Demirel, annonçant la démocratisation du pays et un règlement politique de la question kurde, sont ainsi balayées d'un seul coup. Aussi, les 16 parlementaires kurdes appartenant à la fraction socialiste du parlement ont collectivement donné leur démission.

En Allemagne, ces événements ont conduit à la démission du ministre de la Défense, Stoltenberg, à cause de la livraison de 15 chars en violation d'une décision parlementaire.

Chez nous, c'est surtout le SP de Frank Vandembroucke qui s'oppose à l'arrêt des livraisons d'armes au gouvernement turc. Rappelons que, à la veille des élections, ce même Frank Vandembroucke s'était érigé en ultra-pacifiste en clamant son indignation contre les livraisons d'armes, wallonnes, au Moyen-Orient. Le SP, qui par des dé-

clarations vagues tente de contrôler le mouvement pacifiste et antiraciste, défend cette fois ouvertement, par la bouche du ministre Claes, des livraisons d'armes à un régime dictatorial. C'est que la Turquie fait partie de l'OTAN et il s'agit de profiter du fait que la nouvelle loi sur les livraisons d'armes, qui interdit de telles livraisons, n'est pas encore en vigueur. On ne pourrait mieux démasquer l'hypocrisie des grandes déclarations de Vandembroucke à propos des «droits de l'homme» que ne le fait son collègue Willy Claes.

T.B.

Depuis le 12 mars, 14 sympathisants du Front de libération kurde ERNK font la grève de la faim à Bruxelles. Ils protestent contre l'attitude des gouvernements occidentaux à l'égard de la Turquie. Leurs revendications: «L'arrêt im-



mediat du soutien militaire, économique et politique à la Turquie, jusqu'à ce que le droit à l'autodétermination du peuple kurde soit reconnu et qu'on recherche une solution politique à la question kurde. L'organisation d'un référen-

dum au Kurdistan. L'envoi d'une délégation parlementaire internationale au Kurdistan pour examiner la situation sur place.» Adresse: rue des Minimes 62 à Bruxelles.

Pérou (suite de la page 14) plaint au gouvernement de la présence de la «subversion» dans ce district d'un million d'habitants vivant dans la pauvreté. Il proposa pour contrer ce danger d'y implanter «la plus ample concentration de toutes les forces vives de la société étrangère à la subversion, dénommées "Front large pour la paix et le développement"». De grands pas en avant ont été entrepris pour constituer ce front avec notamment la participation de l'Eglise, des organisations populaires de survie, des ONG, du Comité de lutte régional et des partis politiques.» (28)

Les maoïstes et les Cantines populaires

La Gauche Unie, les autres partis officiels, ainsi que le gouvernement ont toujours voulu faire croire que la guérilla s'oppose aux organisations de masses, qu'elle re-

fuse les Cantines populaires, les Verres de lait et les autres formes de comités fréquentés par les pauvres. C'est une des nombreuses fausses rumeurs lancées pour discréditer le Parti Communiste du Pérou. Le succès des maoïstes est dû au fait qu'ils sont en parfaite symbiose avec les masses dans la misère, ces populations constituant leur milieu naturel.

Le Parti Communiste du Pérou est une organisation qui développe son action politico-militaire à partir d'une analyse scientifique de la réalité péruvienne. Il sait reconnaître les phénomènes qui engendrent la misère extrême des masses. Il comprend, d'un point de vue marxiste, la relation dialectique entre le nouveau et l'ancien. Il applique avec minutie la loi de la contradiction. La guerre, dans toute sa complexité, est considérée comme un ensemble de liens entre les faits objectifs et les phénomè-

nes contradictoires. Le Parti Communiste du Pérou a toujours été soucieux de signaler qu'il ne s'oppose pas aux organisations où se trouvent les masses, qu'importe si ses dirigeants sont réactionnaires. La tâche est de les préserver de la manipulation et de l'exploitation. Il s'obstine à vouloir orienter les travailleurs vers le chemin de la liberté. Les maoïstes ne sont pas contre les Cantines populaires et Verres de lait, mais le Parti Communiste du Pérou ne peut pardonner qu'on manipule un peuple en profitant de la faim et de la misère, et que quelques-uns s'enrichissent sur le dos des masses. Il n'admet pas, et luttera sans cesse contre ceux qui conduisent les opprimés vers la mendicité, alors que les riches, eux, sont chaque jour plus riches. Sa lutte ne cessera jamais tant qu'il y aura des exploités pour pousser les masses à faire la file devant les fantoches, agents de l'impérialis-

me. Ainsi s'exprime le PCP dans un document récent publié par *El Diario*: «Le Parti Communiste du Pérou n'est pas contre les organisations Verre de lait, les Clubs des Mères, les Cantines populaires, etc., parce qu'en leur sein se trouvent les masses. Nous sommes contre leurs dirigeants qui exploitent, volent et trompent le peuple et qui collaborent avec le gouvernement, n'exigeant pas de l'Etat qu'il accomplisse son devoir qui est de procurer l'alimentation, la santé, le logement, l'éducation, etc. Nous sommes contre ces traîtres, dénonciateurs et complices de l'armée et de la police. Le parti et le peuple leur appliqueront une sanction juste et continueront à le faire.» (29)

LUIS ARCE BORJA

(1) Caretas, 24 février 1992, p. 37. (2) Oiga, 24 février 1992, p. 11. (3) Caretas, 17 février 1992, p. 27. (4) Diario Ex-

presso, 19 février 1992, p. 10. (5) La Republica, 22 septembre 1991. (6) Oiga, 24 février 1992, p. 22. (7) Caretas, 17 février 1992, p. 48-49. (8) Ideele, n° 30, octobre 1991. (9) Caretas, 17 février 1992, p. 48. (10) Aylhu, 21 novembre 1991, p. 33. (11) Cahiers de Travail n° 73, 1991, p. 9. (12) Caretas, 27 février 1992, p. 83. (13) Ideele, n° 29, septembre 1991. (14) La Republica, 2 décembre 1990, p. 13, 15. (15) Gustavo Gorriti, La Republica, 2 décembre 1990, p. 14. (16) La Republica, 13 janvier 1991, p. 9. (17) Ideele, n° 29, septembre 1991, p. 15. (18) Ultima Hora, 14 février 1992, p. 10. (19) Expresso, 21 février 1992, p. 4. (20) La Republica, 22 décembre 1991, p. 9. (21) Expresso, 4 mars 1992. (22) La Republica, 22 septembre 1991. (23) Oiga, 2 mars 1992, p. 22. (24) La Republica, 22 septembre 1991. (25) Quehacer, n° 72, juillet-août 1991, p. 14. (26) Ideele n° 27, juillet 1991, p. 20. (27) Ideele n° 30, octobre 1991, p. 20. (28) Ideele n° 30, octobre 1991, p. 19. (29) El Diario, n° 614, 13 décembre 1991.

Pérou

La cause principale du coup d'Etat militaire: les progrès de la guérilla

Dans la nuit du 5 au 6 avril, le président péruvien Fujimori a effectué un coup d'Etat. Appuyé par l'armée, il a dissout le parlement et s'est attaqué au pouvoir judiciaire. A ce moment précis, notre collaborateur Paul Lever se trouvait sur place. Une première impression.

Lundi matin 6 avril, Ayacucho. Depuis quelques jours, nous traversons le territoire libéré. Ici, l'ancien Etat péruvien a pris fin. A l'entrée du territoire, une région montagneuse à une altitude de quelque 4.000 mètres, il y avait même un véritable contrôle de passeports. La République populaire du Pérou prend forme.

Aujourd'hui, Lima semble tout à coup beaucoup plus proche. Via la radio, nous apprenons que Fujimori a dissout le parlement. Cela conduit à des scènes dramatiques: des parlementaires qui supplient de pouvoir garder leur téléphone, leur secrétaire.

Les militaires se déploient dans la ville de Lima. Des rédactions de journaux sont occupées, des stations de radio réduites au silence, 21 journalistes arrêtés. Des chars interdisent l'accès aux locaux des partis politiques.

Fujimori invoque, comme raison pour son coup d'Etat, l'inefficacité du parlement et la corruption de la justice. Les véritables raisons sont ailleurs.

Progrès de la guérilla senderiste

Le seul fait que nous pouvons circuler avec un équipe de journalistes en territoire libéré et que nous ayons pu entrer sans difficultés, en dit long. Les dernières semaines, nous avons pu constater dans la capitale Lima que la progression de la guérilla est remarquable.

Le dimanche 29 mars, nous avons visité le bidonville La Raucana. Tout le monde sait au Pérou, et hors du Pérou, que le Parti Communiste du Pérou, appelé également Sendero Luminoso, contrôle ce quartier. Le parti a même fait de La Raucana sa carte de visite. Les 5.000 habitants du quartier, travaillant sous sa conduite, ont construit, en deux ans, une bonne infrastructure, que d'autres quartiers ont mis vingt ans à réaliser. En 1991, l'armée a occupé La Raucana. Lorsque nous nous présentons à l'une des entrées du bidonville, quelques soldats nous interpellent. Mais quelques secondes plus tard un groupe d'habitants du quartier accourent. Les soldats sont purement et simplement poussés sur le côté et nous pouvons commencer notre repor-



Tanks devant le palais de justice de Lima

tage. A la sortie du quartier, même scénario. Un soldat, l'arme à la main, doit accepter contre son gré que nos camarades péruviens nous accompagnent jusqu'au bus. Pas question qu'il nous contrôle.

Mardi 31 mars, la Cantuta, l'unif de Chosica. Comme toutes les autres universités, elle est occupée par l'armée. A l'entrée, les soldats oublient de nous contrôler. Nous apprenons par la suite que ces soldats, qui sont sensés surveiller les étudiants, sont obligés de demander à manger à ces derniers. Le même jour, nous participons à une manifestation organisée à 23 heures de la nuit par les habitants du quartier Mariantegui dans le quartier populaire de San Juan de Lurigancho. Les gens du quartier manifestent avec Sendero pour revendiquer de l'électricité, de l'eau et des égouts...

Jeudi 2 avril, San Cosme. C'est une des collines de Lima. Selon la presse locale, elle sert de tour de contrôle pour Sendero. Dans les petites ruelles étroites et sombres de ce quartier, l'un des plus anciens bidonvilles de Lima, les drapeaux rouge vif du parti attirent d'autant plus le regard. Ils flottent partout devant les façades, au centre médical... Avec les camarades de Sendero, nous visitons les Cuisines populaires, les réfectoires (comedores populares). Le responsable local du parti, désire encore transmettre un message devant la caméra. Nous lui demandons si ce n'est pas dangereux. «C'est le progrès que nous avons réalisé», répond Leon. D'autres camarades acquiescent: ici, la police n'entre

qu'en hélicoptère.

Fujimori glisse vers le facisme

Au Pérou, le grand débat c'est celui de l'approche de la guerre. Car il est clair pour tout le monde qu'on est en guerre.

Certaines parties de la bourgeoisie et ses représentants au parlement veulent que l'approche militaire soit liée à une approche civile. L'un des points litigieux entre Fujimori et le parlement dissout était l'enjeu des Rondes urbaines. Le parlement voulait que ces milices urbaines dirigées contre Sendero soient placées sous le contrôle des autorités locales. Fujimori et l'armée voulaient, quant à eux, que les Rondes Urbaines restent sous le contrôle de l'armée, tout comme les Rondes rurales.

L'échec de la «gauche» parlementaire dans ses tentatives d'isoler les communistes dans les quartiers populaires, a sans aucun doute joué un rôle. Dans cette ceinture rouge autour de Lima, la progression de Sendero est la plus claire. Un petit exemple.

Dans le quartier Villa El Salvador, la tendance Moyano voulait recréer l'association locale des organisations populaires (CUAVES). Des 120 dirigeants, seulement 54 ont accepté, et seulement la moitié d'entre eux étaient présents à l'appel pour appliquer, sous la protection de la police, la «perestroïka à la péruvienne». La majorité a refusé d'accepter cette «fraction Moyano» dans ses locaux. La justice constituait une autre

Pierre d'achoppement et peut-être l'attitude de la justice a été l'une des principales raisons directes du coup d'Etat.

Le 20 mars, la Cour suprême avait acquitté le président de Sendero, Abimael Guzman (Presidente Gonzalo), accusé d'une dizaine de meurtres et d'une trentaine d'attentats. Le lendemain, on a fait savoir que 100 senderistes seraient libérés bientôt, parce qu'ils ont écopé leur peine ou par manque de preuves. Fujimori a fait un point d'honneur à refuser leur libération: «Je n'admet pas que le pouvoir judiciaire dise purement et simplement: il n'y a pas de preuves. Je n'accepterai jamais que le travail des groupes antiterroristes, de la police et de l'armée soient totalement réduits au néant par le pouvoir judiciaire.»

La constitution ne permettait pas à Fujimori de s'en prendre au pouvoir judiciaire. Le parlement était disposé à chercher des issues, mais pas assez vite selon le président. D'où le coup d'Etat.

Faillite de la voie parlementaire et perspectives révolutionnaires

Le coup d'Etat n'a guère provoqué de remous au Pérou. Pas de manifestations, pas d'actions. Fujimori avait très bien compris que le parlement n'était pas aimé du peuple. Il formait donc une cible facile. Les douze dernières années, le parlement n'a rien apporté à la population. Pour les révolutionnaires, la situation n'est pas défavorable.

Sans doute une partie des masses applaudira-t-elle Fujimori parce qu'il s'en est pris au parlement tant méprisé et aux juges corrompus. Mais le désenchantement ne se fera pas attendre.

Fujimori ne mettra fin ni à la corruption, ni au gaspillage. La dette étrangère pèse lourd dans l'estomac des 12 à 15 millions de pauvres. Lorsque, dans quelques mois, il sera clair que ce poids n'est pas prêt de s'alléger, le peuple pourra faire le bilan de 12 années de promesses, ainsi que celui de 12 années de lutte du parti communiste. Les communistes sont les seuls à sortir indemnes de ce coup d'Etat. Les rares manifestations qui se sont déroulées à Lima étaient le fait des Senderistes, qui ont entre autres attaqué et détruit plusieurs commissariats. Dans le quartier Villa El Salvador, une cinquantaine de combattants étaient impliqués dans une telle attaque. Ils ont effectué leur travail. Ils ont fait sauter le commissariat avec une charge de 100 kg d'explosifs.

Aussi, la principale critique émise par les parlementaires contre le coup d'Etat, c'est qu'il fait le jeu des révolutionnaires de Sendero. Sendero sort de cette crise comme une évidente alternative.

Les anti-impérialistes en Belgique devront aussi faire des choix: soutenir un système qui produira toujours des Fujimori, ou soutenir les révolutionnaires qui veulent radicalement en finir avec 500 ans d'exploitation.

PAUL LEVER

A la fin de la semaine dernière, plusieurs avocats ont été arrêtés à Lima. Certains d'entre eux sont membre de l'association des Avocats Démocrates du Pérou: Jorge Vargas, Rodolfo Martel, Violeta Rogue, Luis Castillo, Luz Villanueva. Plus de vingt autres avocats sont recherchés.

L'armée s'appête également à assaillir les prisons. Les avocats craignent un nouveau bain de sang. (En 1986, le présent de l'époque, Alan Garcia, a fait assassiner 300 senderistes dans les geôles de la capitale). On nous annonce également que les juges se masqueraient désormais au tribunal, que les condamnés ne seraient plus désignés que par un numéro, et que les avocats ne seraient autorisés à défendre qu'une seule affaire de terrorisme. Des centaines d'inculpés se trouveraient ainsi sans défense judiciaire. L'armée veut également réintroduire la peine capitale. Sans doute une affaire que les avocats belges prendront à coeur en élevant leur voix de protestation.